



L'Observateur de Bruxelles®

DBF
Délégation des Barreaux de France

TABLE DES MATIÈRES

Editorial	5
<i>Dominique Voillemot, Président de la Délégation des Barreaux de France</i>	

Dossier spécial

Le droit européen de la consommation	8
La jurisprudence récente de la CJUE relative à la protection des consommateurs	8
La Proposition de directive du Parlement européen et du conseil relative aux droits des consommateurs en date du 8 octobre 2008 : Evaluation et critiques	14
Les actions ouvertes par le droit communautaire : actions en cessation et règlement des petits litiges	20
Les recours collectifs pour les consommateurs	23

Points sur...

L'affaire Perreux : réelle avancée ou symbole ?	26
Immigration et zone Euromed, quelles perspectives ouvertes par l'Union pour la Méditerranée ?	30
Mise sur le marché, sécurité des produits et protection des consommateurs	34

L'actualité du droit communautaire

Bibliothèque	119
Informations générales	126
Nos formations	126
Autres manifestations	127
Nos partenaires	128



L'Observateur de Bruxelles®

DBF
Délégation des Barreaux de France

DOSSIER SPÉCIAL

Le droit européen de de la consommation

SOMMAIRE

La jurisprudence récente de la CJUE relative à la protection des consommateurs

Maud Vieux

Référéndaire à la Cour de justice de l'Union européenne 8

La Proposition de directive du Parlement européen et du conseil relative aux droits des consommateurs en date du 8 octobre 2008 : Evaluation et critiques

Marc Frilet

Avocat au Barreau de Paris, Expert français auprès du Comité « droit européen des contrats » du CCBE

Florent Lager

Juriste, Chargé d'enseignement, Université Paris 1 14

Les actions ouvertes par le droit communautaire : actions en cessation et règlement des petits litiges

Dominique Grisay

Avocat au Barreau de Bruxelles, Professeur de droit européen (HEFF)

Eleonora Mancini

Avocat au Barreau de Bruxelles, Master complémentaire en droit européen (ULB) 20

Les recours collectifs pour les consommateurs

Isabelle Rouveure

Policy Officer, DG SANCO, Commission européenne 23



L'Observateur de Bruxelles®

DBF
Délégation des Barreaux de France

Point sur...

SOMMAIRE

L'affaire Perreux : réelle avancée ou symbole ?

Jacques Biancarelli

Conseiller d'Etat, Délégué au droit européen*

Avec la collaboration de : Maxime Ahrweiller, Laetitia Martini, Florian Bourcellier, Guillaume Dufey, Amaury Gaillard,

Collaborateurs à la Délégation au droit européen 26

Immigration et zone Euromed, quelles perspectives ouvertes par l'Union pour la Méditerranée ?

Rostane Mehdi

Professeur à l'Université Paul Cézanne (Aix-Marseille III) et au Collège d'Europe de Bruges – Directeur de l'UMR 6201

« Droit public comparé – Droit international et européen » – Chaire Jean Monnet 30

Mise sur le marché, sécurité des produits et protection des consommateurs

Jean-Luc Laffineur

Avocat au Barreau de Bruxelles 34

L'Observateur de Bruxelles®

DBF
Délégation des Bureaux de France

Actualité du droit communautaire

SOMMAIRE

Entrée en vigueur du Traité de Lisbonne	42
Agriculture	42
<i>Le Traité de Lisbonne est entré en vigueur le 1^{er} décembre 2009</i>	42
<i>Produits phytopharmaceutiques</i>	42
<i>Chaîne d'approvisionnement alimentaire</i>	43
Concurrence	44
<i>Compagnies maritimes de ligne, Exemption par catégories</i>	44
<i>Exemption par catégorie, Assurances</i>	44
<i>Aides d'Etat, Télécommunications, Haut-débit</i>	45
<i>Ententes illégales, Banques autrichiennes</i>	46
<i>Ententes, Produits pharmaceutiques, Conditions générales de vente</i>	47
<i>Ententes, Marché des produits à base de carbone et de graphite, Rejet des pourvois</i>	48
<i>Ententes, Influence déterminante, Présomption réfragable, Rejet du pourvoi</i>	49
<i>Ententes, Acide monochloracétique, Répartition des marchés et fixation des prix</i>	49
<i>Aides d'Etat, France Télécom, Taxe professionnelle</i>	50
<i>Produits cosmétiques, Actualisation du cadre juridique</i>	51
Consommation	51
<i>Protection des consommateurs, Directive « voyages à forfait »</i>	52
<i>Pratiques commerciales déloyales, Directive</i>	52
<i>Produits défectueux, Responsabilité, Erreur sur la qualification de « producteur »</i>	53
<i>Clause d'arbitrage, Caractère abusif, Appréciation d'office par le juge,</i>	54
<i>Denrées alimentaires, Etiquetage, Dénomination générique</i>	55
Douanes	56
<i>Remise de droits à l'importation, Non-recouvrement a posteriori, Recours en annulation</i>	56
Environnement / Énergie	57
<i>Pollution maritime, Sanction pénales</i>	57
<i>Informations environnementales, Accès du public, E-PRTR</i>	57
<i>Centrale nucléaire, Nuisances de fonds voisins, Traité CCEA, Principe de l'interdiction des discriminations</i>	58
Fiscalité / Douanes	59
<i>Exonération de la TVA, Importations définitives de biens</i>	59
<i>Lutte contre la fraude fiscale, Système d'autoliquidation</i>	59
<i>Revenus de valeurs mobilières, Retenue à la source, Procédure de réduction</i>	60
<i>TVA, Notion d'« activité économique »</i>	60
<i>Bureaux publics d'assistance juridique, Notion d'« activité économique »</i>	60
<i>Notion d'« opération accessoire immobilière »</i>	62
<i>Prestations de services, Bien immeuble destiné aux vacances, Rattachement fiscal</i>	63
<i>Bénéfices distribués à la société mère, Notion de « société d'un Etat membre »,</i>	63
<i>Société par actions simplifiée</i>	65

Finances	66
<i>Paiements transfrontaliers, Espace unique de paiements en euros</i>	66
<i>Paiement électronique, Etablissement monétaire</i>	67
<i>Renforcement de la surveillance financière</i>	67
<i>Système européen de surveillance financière, Modification de la législation sectorielle</i>	68
<i>Prospectus pour les valeurs mobilières</i>	68
<i>Espace unique de paiements en euros</i>	69
<i>Produits dérivés, Sécurité financière</i>	69
Institutions	70
<i>Statut des fonctionnaires, Notion de partenariat non matrimonial</i>	70
<i>Successions internationales, Certificat successoral européen</i>	71
Justice, Liberté et Sécurité	71
<i>Demandeurs d'asile, Empreintes digitales, Système de comparaison</i>	72
<i>Procédures pénales, Droits procéduraux</i>	73
<i>Preuves en matière pénale, Coopération judiciaire entre Etats membres</i>	73
<i>Registres du commerce, Interconnexion, Livre vert, Consultation</i>	74
<i>Convention de Rome, Loi applicable à défaut de choix</i>	75
<i>Mandat d'arrêt, Nationaux et non-nationaux, Traitement différencié</i>	76
<i>Espace Schengen, Etrangers en situation irrégulière, Absence d'obligation d'expulsion</i>	77
<i>Compétence en matière d'assurances, Accident de voiture, Action récursoire, Partie faible</i>	79
<i>Procédure d'insolvabilité, Loi de l'Etat membre d'ouverture, Réserve de propriété</i>	80
<i>Visas, Asile, Immigration, Délai de rétention,</i>	81
<i>Sécurité sociale des travailleurs migrants, Allocations familiales</i>	83
Libre circulation des capitaux	84
<i>Procédure d'autorisation préalable des investissements, Restrictions</i>	84
<i>Bénéfices distribués à la société mère, Notion de « société d'un Etat membre »,</i>	
<i>Société par actions simplifiée</i>	85
<i>Revenu imposable, Déductibilité des pertes locatives, Amortissement dégressif,</i>	
<i>Traitement discriminatoire</i>	86
<i>Directive « qualifications professionnelles », Transposition</i>	87
Libre circulation des personnes	87
<i>Reconnaissance des qualifications professionnelles, France, Défait de transposition</i>	88
<i>Travailleurs, Prime d'épargne-pension, Assujettissement intégral à l'impôt</i>	88
Libre prestation de services	90
<i>Cotisations d'assurance maladie, Réduction d'impôt, Discrimination,</i>	
<i>Primauté du droit communautaire</i>	90
<i>Loteries, Exonération fiscale des gains, Discrimination</i>	90
<i>Régime commun, Exportation, Codification de règlement</i>	91
Marché intérieur	91
<i>Produits liés à l'énergie, Cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception</i>	92
<i>Réduction des charges administratives, Programme d'action</i>	92
Marchés publics	93
<i>Procédure de passation, France, Manquement</i>	93
<i>Attribution d'un marché sans appel d'offres, Société par actions au capital public</i>	94
Profession	95
<i>Représentation d'intérêts, Registre public, Bilan</i>	95
<i>Professions juridiques réglementées, Accès au stage juridique préparatoire, Refus</i>	96
Propriété intellectuelle	98
<i>Lutte contre la contrefaçon et le piratage</i>	98

Titulaire de la marque, Commercialisation, Consentement implicite	99
France Télécom, Demande d'enregistrement, Refus	100
Similitude des marques, Risque de confusion	101
Signes figuratifs sans caractère distinctif, JOOP !, Refus d'enregistrement	102
Marque communautaire, Cannabis, Signe descriptif	102
Santé	104
Réduction des inégalités de santé dans l'Union européenne	104
Social	104
Cessation des contrats de travail en raison du décès de l'employeur	104
Indemnité de licenciement, Congé parental	105
Aménagement du temps de travail, Droit de bénéficier du congé annuel à une autre période	107
Liberté de circulation des travailleurs salariés, Indemnité d'invalidité	107
Licenciement collectif, Consultation des représentants des travailleurs, Groupe d'entreprises	109
Protection des travailleuses enceintes, Licenciement	111
Sociétés	112
Actionnaires minoritaires, Principe général du droit, Principe d'égalité de traitement	112
Transports	113
Transport routier	113
Enquêtes et prévention des accidents dans l'aviation civile	114
Voyageurs ferroviaires, Nouveaux droits, Entrée en vigueur	114
Responsabilité civile des transporteurs	115
Transport aérien, Retard de plus de 3 heures, Indemnisation de passagers	116